

L' L Lettre

des communistes
de la Fac d'Orsay

Comment changer le monde
pour mieux vivre ensemble ?

N° 1 - OCT 2016 - Contacts et échanges :
pcf.orsayfac@gmail.com

Que faire de 2017 ?

C'est sur cette question que nous nous sommes penchés lors de notre récente assemblée générale des communistes du campus.

Le débat sur les échéances de 2017 est lancé. Le tintamarre des primaires des uns et des autres va occuper la scène médiatique. Pour autant, l'ampleur de ce tintamarre risque de laisser dans l'ombre la perspective d'une alternative de gauche alors que celle-ci existe. En effet, pour le moment, les forces alternatives multiplient les candidatures et se présentent en ordre dispersé.

Cette situation est mortifère.

Nous ne nous résignons pas à cette fragmentation qui conduirait à une présence symbolique des uns et des autres, produirait une crise de crédibilité de la gauche alternative, ouvrirait un boulevard aux forces de droite et d'extrême droite et favoriserait les tenants libéraux du PS dans leur discours du vote utile en leur faveur. Il n'y a rien de fatal à cela. Nous l'affirmons d'autant plus fort que, unies, les forces alternatives ont suffisamment de propositions communes qu'elles peuvent ouvrir une perspective radicalement nouvelle pour notre pays.

Nous avons donc décidé de lutter jusqu'au bout pour rassembler ces forces aujourd'hui dispersées et pour populariser les réponses à apporter aux attentes de la société et du mouvement social.

C'est tout le sens du questionnaire que nous avons proposé aux collègues, notamment au restaurant du plateau. (Voir page 2 le résultat national de l'enquête)

Pour que la raison l'emporte il faut maintenant que le peuple impose sa volonté de rassemblement. C'est à cette tâche que nous allons consacrer tous nos efforts.

C'est une entrée en campagne pas comme les autres. Pour les communistes, notre candidat, c'est d'abord le programme !

COMUE Paris-Saclay ? Démocratie paralysée

Il se passe beaucoup de choses autour du plateau de Saclay et de la COMUE (bien mal dénommée Université Paris-Saclay). Un aspect touche les communistes particulièrement : l'état de la démocratie dans les conseils, qui est des plus inquiétants.

Pour rappel, la COMUE se constitue essentiellement autour de 3 conseils : le conseil des membres, où les principaux établissements sont représentés par leur président ou directeur ; le Conseil d'Administration (CA) d'une vingtaine de membres avec une minorité d'élus ; le Conseil Académique (CAc) où plus de 200 élus discutent des affaires de la COMUE. Ce qui devait arriver arriva : le fonctionnement de la COMUE est piloté par le conseil des membres, contournant bien souvent le CA. Et le CAc n'est qu'une chambre d'enregistrement des débats... non retranscrits. Pourtant les élus, dont plusieurs communistes, travaillent avec force pour faire respecter la démocratie au quotidien dans ce qui ressemble de plus en plus à un simulacre de démocratie.

Quelques exemples : des votes en séance plénière non respectés, des votes électroniques imposés et non décidés en séance voire déjà réalisés en séance (!), les possibilités d'amendement réduites à néant, des compte-rendus qui ne font pas état de l'ensemble des discussions... Les appels au respect d'un cadre collégial ne se comptent plus.

La démocratie sur nos lieux de travail, dans l'entreprise et aussi à l'université, est une revendication forte des communistes. Et les premiers résultats du questionnaire "Que demande le peuple ?" le montrent en plaçant les nouveaux droits pour les salariés dans l'entreprise comme une des priorités du peuple. Que faire pour améliorer la situation ? Après le succès de la fête de l'Humanité, le PCF, section Fac d'Orsay, propose de tenir un atelier sur l'Enseignement Supérieur et la Recherche afin de lui donner de nouvelles perspectives politiques.

Faites-vous connaître pour participer en écrivant à :
pcf.orsayfac@gmail.com .

**Le débat dans le PCF,
pour son orientation concernant 2017**
(Trois propositions et
un entretien avec Pierre Laurent)

<http://www.humanite.fr/quelle-candidature-pour-lelection-de-2017-616827>

<http://www.humanite.fr/pierre-laurent-si-sunit-le-vote-utile-ce-sera-nous-616953>

Grande consultation citoyenne - Rendre incontournable

ce que demande le peuple !

400 000 PERSONNES RENCONTRÉES.
65 000 ENQUÊTES REMPLIES

L'institut ViaVoice a dressé le tableau de ce qu'attend cette France rencontrée par les militants communistes. Salaire, environnement et discriminations arrivent en tête des préoccupations.

C'est le « visage de la France qu'on ne voit pas dans les médias », qu'a voulu montrer le PCF. Sur la base des 6500 questionnaires recueillis l'institut ViaVoice en a sélectionné 4145, constituant un échantillon représentatif, pour en tirer les principaux enseignements. Le décalage avec le débat ambiant est frappant. Pour 78 % des personnes interrogées, la responsabilité de la crise revient « aux banques, aux grands actionnaires et à la finance » et pas aux immigrés, 76 % estimant que ces derniers « ne sont pas en cause ». « Aujourd'hui, on a l'impression, en écoutant le discours médiatique, que pour pratiquement la totalité des Français, c'est "l'étranger" qui cause des problèmes. Ce n'est pas ce qu'on voit là », relève François Miquet-Marty, le président de ViaVoice. La mise en cause du système est d'ailleurs corroborée par d'autres enquêtes « Le capitalisme dans son fonctionnement actuel a depuis des années une image négative pour plus de 60 % des Français », assure-t-il.

«un bouquet d'aspirations»

Reléguée à l'arrière-plan, la question de la sécurité (8 %) n'apparaît pas dans le trio de tête des préoccupations personnelles exprimées. Celles-ci se déclinent d'abord avec la volonté d'obtenir « un meilleur salaire, de meilleurs revenus » (38 %), puis « une action plus forte pour l'environnement » (31 %) et « que cessent les discriminations » (28 %). « Des

choses très classiques mais aussi plus nouvelles, notamment l'environnement, qui est en progression », constate le président de ViaVoice, qui note que suivent de près des exigences sur l'éducation (27 %), la santé (26 %), le vivre-ensemble (24 %) ou encore le logement (23 %). « On n'a pas une revendication, mais un bouquet d'aspirations. Au fond, quand on dit "améliorer la vie quotidienne des gens", c'est sur tous ces registres-là qu'il s'agit d'agir », analyse le sondeur. Les participants à cette consultation étaient également invités à se prononcer sur les « trois décisions prioritaires » à prendre « pour l'avenir du pays ». Avec 31 % des réponses, c'est l'idée d'une « nouvelle République plus démocratique, plus proche du citoyen » qui arrive en tête, suivie par l'amélioration des services publics (27 %). Sur la troisième marche du podium, arrivent ex aequo (25 %) la « lutte contre le chômage » et une « révolution financière et fiscale ». Rien d'étonnant, selon François Miquet-Marty, quand une enquête menée par son institut montre que « 60 % des personnes interrogées considèrent que notre démocratie ne fonctionne pas bien et, un peu plus préoccupant, (que) 72 % sont inquiètes des risques que peut encourir la démocratie à l'avenir ». Abstention massive et défiance maintes fois exprimée obligent, la perception de la politique a également été interrogée. Si 7 % des participants n'en attendent « rien », 59 % ont estimé qu'elle « doit empêcher la loi du plus fort et construire l'égalité ». Plus surprenant encore dans le climat ambiant, 71 % des questionnés estiment qu'il n'y a pas de fatalité à vivre de plus en plus mal. Une lueur d'espoir.

Lire le résultat complet de l'enquête

<http://www.pcf.fr/sites/default/files/la-grande-consultation-resultats.compressed.pdf>

<http://www.pcf.fr> pour voir le film.

Ça pique ! par Babouse

**SARKOZY: LE SENS DU DEVOIR,
LE GOÛT DES RESPONSABILITÉS**



James Kenneth Galbraith « C'est une Europe des huissiers qui est à la manœuvre en Grèce »

Dans son dernier ouvrage Crise grecque, tragédie européenne. il nous dit : « C'est certainement une tragédie pour la Grèce. C'est certainement aussi une crise pour l'Europe. C'est également une dimension de la crise financière internationale. Il y a des niveaux multiples dans cette situation. La politique de l'Europe et des créanciers envers la Grèce, en ce moment, est une politique de liquidation. C'est une politique qui vise à déposséder les Grecs de leurs biens dans leur propre pays. Cela n'a aucun rapport avec une quelconque relance économique. Rien à voir avec ce mot maudit de « réformes », rien à faire avec le fonctionnement et l'efficacité du service public grec.

C'est une politique qui conduit à la privatisation, à prix très bas, des biens de l'État, à la banqueroute des entreprises privées, à la baisse des salaires et à la baisse des pensions des retraités. C'est aussi une politique qui conduit à la dépossession des particuliers qui ne peuvent plus payer leur hypothèque. Tout le pays est mis sous pression pour que d'autres puissent se saisir de ses richesses. C'est une Europe des huissiers qui est à la manœuvre en Grèce.

La différence fondamentale entre la crise de 2008 et la crise de la dette engagée en 2010, n'est-ce pas, d'un côté, qu'il s'agit de l'effet d'un mécanisme structurel du capital et, de l'autre, qu'un choix délibéré a été fait pour disloquer les modèles sociaux des pays du sud de l'Europe en particulier ?

www.humanite.fr/james-kenneth-galbraith-cest-une-europe-des-huissiers-qui-est-la-m...

PCF

FRONT
DE GAUCHE

GAUCHE européenne